

VILLE DE
MONT-ROYAL



TOWN OF
MOUNT ROYAL

SÉANCE ORDINAIRE

du conseil municipal de Mont-Royal

lundi 19 octobre 2020 à 19 h

au 90, avenue Roosevelt

REGULAR MEETING

of the Mount Royal Town Council

Monday, October 19, 2020 at 19:00

at 90 Roosevelt Avenue

ORDRE DU JOUR

AGENDA

Ouverture de la séance et mots des élus	1.	Opening of Meeting and remarks from council members
Adoption de l'ordre du jour	2.	Adoption of Agenda
Période de questions du public	3.	Public Question Period
Adoption du procès-verbal de la réunion ordinaire du 21 septembre 2020	4.	Adoption of Minutes of September 21, 2020 Regular Meeting
Dépôt de documents :	5.	Tabling of documents :
Rapport - états comparatifs	.1	Report - comparative statements
Liste des achats sans émission de bon de commande	.2	List of purchases for which no purchase order was issued
Liste des commandes - 10 000 \$.3	List of orders - \$10,000
Liste des commandes - 25 000 \$.4	List of orders - \$25,000
Liste des chèques et dépôt directs	.5	List of cheques and direct deposits

Rapport - ressources humaines	.6	Report- Human Resources
Permis et certificats	.7	Permits and certificates

ADMINISTRATION ET FINANCES

Stratégie québécoise de l'économie d'eau potable - Rapport annuel de la gestion de l'eau potable 2019

6. Stratégie québécoise de l'économie d'eau potable - 2019 Annual Potable Water Management Report

Ratification des débours

7. Confirmation of Disbursements

ADMINISTRATION AND FINANCES

AFFAIRES CONTRACTUELLES

Travaux de déneigement et de déglçage

8. Snow Removal and de-icing work

CONTRACTUAL MATTERS

Fourniture et livraison d'une benne à asphalte chauffante

9. Supply and delivery of an asphalt hot box

Dépense supplémentaire - Télésurveillance et service d'entretien des différents systèmes d'alarme dans divers bâtiments municipaux

10. Additional expense - Remote alarm system monitoring and maintenance of the different alarm systems in various municipal buidings

Système de pondération et d'évaluation pour les services professionnels pour la préparation d'un Programme fonctionnel technique (PFT) pour la démolition et la reconstruction du 10-20, avenue Roosevelt

11. Bid weighting and evaluation system for the professional services for the preparation of a Technical Functional Program (TFP) for the demolition and reconstruction of 10-20 Roosevelt Avenue

Remplacement des jeux d'eau au Parc Mohawk

12. Replacement of the water games at Mohawk Park

Fourniture et livraison de matériel de béton pour les travaux d'égout et d'aqueduc

13. Supply and delivery of concrete sewage and waterworks materials

- | | | |
|--|------------|---|
| Entente pour le camionnage en vrac (neige et glace) - 2020-2021 | 14. | Agreement for bulk trucking (snow and ice) - 2020-2021 |
| Services professionnels pour le réaménagement et la rénovation des équipements du skatepark | 15. | Professional services for the replacement and the renovations to the skatepark equipment |
| Dépense supplémentaire - contrat d'assurance responsabilité civile | 16. | Additional Cost - Civil Liability Contract |
| Dépenses supplémentaires - honoraires professionnels pour l'élaboration du plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égout et des chaussées | 17. | Additional expenditure - professional services for the intervention plan for the renewal of water main, sewer and roadway |
| Regroupement d'achat en commun d'assurances protection de la réputation et de la vie privée des élus et hauts fonctionnaires et d'assurances responsabilité pénale en matière de santé et sécurité | 18. | Buying group for the group purchase of reputation and privacy protection insurance for elected officials and senior public servants and penal health and safety liability insurance |

URBANISME

URBAN PLANNING

- | | | |
|---|------------|---|
| Recommandations du Comité consultatif d'urbanisme | 19. | Planning Advisory Committee recommendations |
|---|------------|---|

RÈGLEMENTATION

BY-LAWS

- | | | |
|---|------------|---|
| Adoption du Règlement no 1340-7 modifiant le règlement no 1340 sur la gestion et la protection des chats et des chiens en lien avec la loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens | 20. | Adoption of By-law No. 1340-7 Concerning the Management and Protection of Cats and Dogs in Connection with the Act to Promote the Protection of Persons by Establishing a Framework with Regard to Dogs |
| Dépôt et avis de motion du Projet de Règlement no. 1463 concernant les appareils utilisant du mazout ou la biénergie | 21. | Filing and notice of motion of Draft By-law No. 1463 Concerning Oil-Based and Dual-Energy Heating Systems |

- | | | |
|---|-------------------|---|
| <p>Dépôt et avis de motion du Projet de règlement no 1450-3 modifiant le règlement no 1450 relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 \$</p> | <p>22.</p> | <p>Filing and notice of motion of Draft By-Law No. 1450-3 amending By-Law no 1450 concerning the rate of transfer duties applicable to transfers whose base of imposition exceeds \$500,000</p> |
| <p>Avis de motion et adoption du projet de règlement no 1440-1 modifiant le Plan d'urbanisme no 1440 en ce qui a trait à l'adoption d'un programme particulier d'urbanisme pour le secteur Rockland</p> | <p>23.</p> | <p>Notice of motion and adoption of Draft By-law No. 1440-1 to amend the Planning program No.1440 with respect to the adoption of a special planning program for the Rockland sector</p> |

AGGLOMÉRATION

AGGLOMERATION

- | | | |
|---|-------------------|--|
| <p>Rapport sur les décisions prises et orientations du conseil au conseil d'agglomération</p> | <p>24.</p> | <p>Report on Decisions rendered and orientations of Council at the Agglomeration Council meeting</p> |
| <p>Affaires diverses</p> | <p>25.</p> | <p>varia</p> |
| <p>Période de questions du public</p> | <p>26.</p> | <p>Public Question Period</p> |
| <p>Levée de la séance</p> | <p>27.</p> | <p>Closing of Meeting</p> |

Le greffier,

**Alexandre Verdy
Town Clerk**

RÈGLEMENT N° 1340-7 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 1340 SUR LA GESTION ET LA PROTECTION DES CHATS ET DES CHIENS EN LIEN AVEC LA LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION DES PERSONNES PAR LA MISE EN PLACE D'UN ENCADREMENT CONCERNANT LES CHIENS

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	21 SEPTEMBRE 2020
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	19 OCTOBRE 2020
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 OCTOBRE 2020

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné le 21 septembre 2020 et que le projet de règlement a été déposé lors de la même séance;

1. L'article 1 du Règlement n° 1340 sur la gestion et la protection des chats et des chiens est modifié par :
 - 1° le remplacement des mots «Communauté urbaine» par le suivant : «Ville»;
 - 2° le remplacement des mots «le conseil» par les suivants : «la Ville»;
 - 3° l'insertion, après les mots «par résolution», des suivants : «ou par contrat»;
 - 4° l'abrogation de la définition de «chiens dangereux»;
 - 5° le remplacement des références à l'article «55.9.4.1 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42)» par des références à l'article : «19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal, R.L.R.Q. c. B-3.1».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par :
 - 1° l'insertion, après les mots «d'avoir», des suivants : «enregistré auprès de la Ville ce dernier et»;
 - 2° l'insertion, après le mot «permis», des suivants : «sous forme de médaillon»;
 - 3° l'insertion, après le mot «animaux», des suivants : «ou d'un employé municipal à l'emploi de la ville»;
 - 4° l'insertion, à la fin, du second alinéa suivant :

«Le premier alinéa ne s'applique pas à un commerce d'animaux, soit un commerce où des animaux de compagnie sont gardés dans le but d'être vendus, un établissement vétérinaire, une fourrière, un service animalier, un organisme de secours animal ou un refuge.»

3. L'article 3 est remplacé par le suivant :

«3. Tout permis émis pour une première fois est valide jusqu'au 31 décembre de l'année durant laquelle il est émis. Il doit par la suite être renouvelé annuellement et, dans ce cas, le permis sera valide du 1^{er} janvier de l'année visée par le renouvellement, jusqu'au 31 décembre de cette même année.»

4. L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «, laquelle demande, entre autres, les nom, prénom, occupation et adresse du propriétaire» par les suivants : «ou par un employé municipal et dans laquelle il indique toutes les informations requises aux termes de cette formule».

5. L'article 5 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, des mots suivants : «Les frais d'obtention d'un permis émis pour la première fois, après le 30 juin de l'année courante, sont diminués de moitié.»

6. L'article 6 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «Avec chaque» par les suivants : «En guise de».
7. L'article 7 de ce règlement est modifié par :
 - 1° le retrait, dans les paragraphes 1° et 2°, des mots : «ou un chien»;
 - 2° l'abrogation des paragraphes 6°, 7°, 8°, 10° et 15°.
8. L'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «le conseil» par les suivants : «la ville, par résolution ou contrat,».
9. L'article 10 de ce règlement est abrogé.
10. L'article 14 de ce règlement est modifié par la suppression des mots «ou chien», des mots «ou d'un chien dangereux» et des mots «ou d'un chien».
11. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Philippe Roy

Alexandre Verdy

projet du 19-10-2019

BY-LAW NO. 1340-7 AMENDING BY-LAW NO. 1340 CONCERNING THE MANAGEMENT AND PROTECTION OF CATS AND DOGS IN CONNECTION WITH THE ACT TO PROMOTE THE PROTECTION OF PERSONS BY ESTABLISHING A FRAMEWORK WITH REGARD TO DOGS

SUMMARY OF THE ADOPTION PROCEDURE	
FILING AND NOTICE OF MOTION :	SEPTEMBER 21, 2020
ADOPTION OF BY-LAW:	OCTOBER 19, 2020
COMING INTO EFFECT:	OCTOBER 21, 2020

WHEREAS notice of motion for this by-law was given on September 21, 2020, and the draft-by-law was filed at the same meeting;

1. Section 1 of By-law No. 1340 Concerning the Management and Protection of Cats and Dogs is amended by :
 - (1) replacing the words “Communauté urbaine” with the following: “Ville”;
 - (2) replacing the word “Council” with the following: “the Town”;
 - (3) inserting, after the words “by resolution”, the following: “or by contract”;
 - (4) deleting the definition for “dangerous dog”;
 - (5) replacing the references to section “55.9.4.1 of the Animal Health Protection Act (Q.R.S., c. P-24)” with references to section “19 of the Animal Welfare and Safety Act, C.Q.L.R., c. B-3.1”.

2. Section 2 of the by-law is amended by:
 - (1) inserting, before the word “obtaining”, the following: “registering the pet with the Town and”;
 - (2) replacing the word “license” with the following: “licence in the form of a tag”;
 - (3) inserting, after the words “Animal Control Officer”, the following: “or a municipal employee hired by the Town”;
 - (4) inserting, at the end, the following second paragraph:

“The first paragraph does not apply to animal businesses, be they a business which keeps pets for sale, a veterinary establishment, a pound, an animal service, an animal protection organization or a shelter.” .

3. Section 3 is replaced by the following:

“3. Any licence issued for the first time shall be valid until December 31 of the year in which it is issued. It must then be renewed annually, in which case, it shall be valid from January 1 of the year for which it is renewed until December 31 of the same year.”.

4. Section 4 of the by-law is amended by replacing the words “on which the family name, first name, occupation and address of the owner, among other things, shall be stated” with the following: “or a municipal employee and on which is stated all the information required on the form”.

5. Section 5 of the by-law is amended by adding, at the end, the following words: “The fee for obtaining a license issued for the first time after June 30 of the current year shall be cut by half.”

6. Section 6 of this by-law is amended by replacing the words “With each” with the following: “In lieu of a licence”.

7. Section 7 of this by-law is amended by:
 - (1) removing, from subsections (1) and (2), the words: “or a dog”;
 - (2) repealing subsections (6), (7), (8), (10) and (15).
8. Section 9 of this by-law is amended by replacing the word “Council” with the following: “the Town, by resolution or contract,”.
9. Section 10 of this by-law is repealed.
10. Section 14 of this by-law is amended by deleting the words “or dog”.
11. This by-law shall come into effect according to law.

Philippe Roy
Mayor

Alexandre Verdy
Town Clerk

Projet du 19-10-2020

P

RÈGLEMENT N° 1450-3 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 1450 RELATIF AU TAUX DU DROIT DE MUTATION APPLICABLE AUX TRANSFERTS DONT LA BASE D'IMPOSITION EXCÈDE 500 000 \$

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 octobre 2020
ADOPTION DU RÈGLEMENT : 2020
ENTRÉE EN VIGUEUR : 2020

ATTENDU l'article 2 et de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (R.L.R.Q., chapitre D-15.1);

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné le 19 octobre 2020 et que le projet de règlement a été déposé lors de la même séance;

LE 2020, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 2 du Règlement no 1450 relatif au taux du droit de mutation applicables aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000\$ est modifié par :
 - 1° le remplacement du chiffre « 517 100 » par le chiffre « 527 900 »;
 - 2° le remplacement du chiffre « 1 034 200 » par le chiffre « 1 055 800 ».
2. Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi et a effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Le maire,

Le greffier,

Philippe Roy

Alexandre Verdy

Projet du 19 octobre 2020

BY-LAW NO. 1450-3 AMENDING BY-LAW NO. 1450 CONCERNING THE RATE OF TRANSFER DUTIES APPLICABLE TO TRANSFERS WHOSE BASIS OF IMPOSITION EXCEEDS \$500,000

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
NOTICE OF MOTION:	October 19, 2020
ADOPTION DU BY-LAW:, 2020
COMING INTO EFFECT:, 2020

WHEREAS section 2 of the Act respecting duties on transfers of immovables (C.Q.L.R., chapter D-15.1);

WHEREAS notice of motion was given on October 19, 2020 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

ON NOVEMBER 20 2019, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:

1. Section 2 of By-law No. 1450 concerning the rate of transfer duties applicable to transfers whose basis of imposition exceeds \$500,000 is amended by:
 - (1) replacing the number “517,100” by the number “527,900”;
 - (2) replacing the number “1,034,200” by the number “1,055,800”.

2. This by-law shall come into effect according to the Law and comes into force on January 1, 2021.

Philippe Roy
Mayor

Alexandre Verdy
Town Clerk

Projet du 19 octobre 2020

RÈGLEMENT N° 1463 CONCERNANT LES APPAREILS UTILISANT DU MAZOUT OU LA BIÉNERGIE

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 octobre 2020
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	XX 2020
ENTRÉE EN VIGUEUR :	XX 2020

ATTENDU QU'avis de motion a été donné le 19 octobre 2020 et que le projet du règlement a été déposé à la même séance.

LE XX, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Dans le présent règlement, les expressions ci-dessous ont le sens suivant :

« appareil utilisant du mazout » : tout appareil qui est installé dans un bâtiment ou à proximité d'un bâtiment, ayant pour fonction de fournir un apport en énergie destinée à chauffer le bâtiment, une partie de celui-ci ou de l'eau, et dont la source d'énergie est le mazout;

« appareil utilisant la biénergie » : tout appareil qui est installé dans un bâtiment ou à proximité d'un bâtiment, ayant pour fonction de fournir un apport en énergie destinée à chauffer le bâtiment, une partie de celui-ci ou de l'eau, et dont les sources d'énergie sont le mazout et une autre type d'énergie, tel par exemple l'électricité;

« mazout » : combustible fossile liquide issu du raffinage du pétrole et destiné à être consommé en tant que source de chaleur.

2. Le présent règlement s'applique aux appareils utilisant du mazout et aux appareils utilisant la biénergie desservant un bâtiment ou une partie d'un bâtiment dans lequel est exercé un usage d'habitation au sens du Règlement n° 1441 de zonage.

3. Il est interdit d'utiliser ou de laisser être utilisé tout appareil utilisant du mazout.

4. Il est interdit d'utiliser ou de laisser être utilisé tout appareil utilisant la biénergie.

5. Les interdictions prévues aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsqu'une panne d'électricité affectant le bâtiment où est situé l'appareil utilisant du mazout ou l'appareil utilisant la biénergie, selon le cas, dure depuis plus de trois heures.

6. Sur présentation d'une pièce d'identité, un employé du Service de l'aménagement et développement du territoire ou un représentant du Service de la sécurité publique de la Ville de Mont-Royal peut, aux fins de l'application du présent règlement, visiter, examiner et prendre en photo toute propriété immobilière et mobilière.

Toute personne doit permettre à ce représentant de pénétrer dans un bâtiment sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

7. L'application du présent règlement relève du Service de l'aménagement et développement du territoire et du Service de la sécurité publique de la Ville de Mont-Royal.

8. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 500\$ à 1000\$;
- b) pour une récidive, d'une amende de 1000\$ à 2000\$;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 1000\$ à 2000\$;
- b) pour une récidive, d'une amende de 2000\$ à 4000\$.

9. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Toutefois, l'article 3 ne prendra effet qu'à compter du 1^{er} janvier 2025 et l'article 4 ne prendra effet qu'à compter du 1^{er} janvier 2030.

Le maire,

Le greffier,

Philippe Roy

Alexandre Verdy

Projet du 19 octobre 2020

BY-LAW NO. 1463 CONCERNING OIL-BASED OR DUAL-ENERGY HEATING SYSTEMS

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
NOTICE OF MOTION AND FILING:	OCTOBER 19, 2020
ADOPTION OF BY-LAW:	XX 2020
COMING INTO EFFECT:	XX 2020

WHEREAS notice of motion was given on October 19, 2020, and the draft by-law was filed at the same council meeting.

ON **XX, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. In this by-law, the following terms shall mean:

“oil-based heating system”: any system that is installed in or near a building for the purpose of supplying heat energy to the building, part of the building or water and that uses oil as its source of energy;

“dual-energy heating system”: any system that is installed in or near a building for the purpose of supplying heat energy to the building, part of the building or water and that uses oil and another type of energy, for example electricity, as its sources of energy;

“oil”: liquid fossil fuel derived from petroleum refining and intended for use as a heat source.

2. This by-law applies to oil-based and dual-energy heating systems serving a building or part of a building in which residential use is exercised as set out in By-law No. 1441 Concerning Zoning.

3. No oil-based heating system may be used or allowed to be used.

4. No dual-energy heating system may be used or allowed to be used.

5. The prohibitions in Sections 3 and 4 do not apply when an electrical failure affecting the building in which the oil-based heating system or dual-energy heating system is located lasts more than three hours.

6. Upon presentation of identification, a representative of the Town of Mount Royal Urban Planning and Development Department or Public Security Department may, for the application of this by-law, visit, examine and take photographs of any movable or immovable property.

Every person must allow this representative to enter a building without interfering with the performance of their duties.

7. Application of this by-law shall be the responsibility of the Town of Mount Royal Urban Planning and Development Department and the Public Security Department.

8. Any person who contravenes this by-law commits an offence and shall be liable:

(1) in the case of a physical person:

- a) for a first offence, to a fine of \$500 to \$1,000;
- b) for a repeat offence, to a fine of \$1,000 to \$2,000;

(2) in the case of a legal person:

- a) for a first offence, to a fine of \$1,000 to \$2,000;
- b) for a repeat offence, to a fine of \$2,000 to \$4,000.

9. This by-law shall come into effect according to law.

However, Section 3 will not take effect until January 1, 2025, and Section 4 will not take effect until January 1, 2030.

Mayor,

Town Clerk,

Philippe Roy

Alexandre Verdy

Projet du 19 octobre 2020